

Les conservateurs canadiens, la question d'Israël et l'antisémitisme

Frédéric Boily

Volume 45, numéro 4, décembre 2014

Le tournant néoconservateur de la politique étrangère canadienne sous Stephen Harper : conceptualisation et études de cas

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1030130ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1030130ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Boily, F. (2014). Les conservateurs canadiens, la question d'Israël et l'antisémitisme. *Études internationales*, 45(4), 579–600.
<https://doi.org/10.7202/1030130ar>

Résumé de l'article

Depuis 2006, le gouvernement conservateur a donné à de multiples reprises son appui à l'État d'Israël. Ce soutien suscite de nombreuses controverses, parce qu'il est interprété comme une rupture par rapport aux positions traditionnelles du Canada face au conflit israélo-palestinien. Dans ce texte, nous examinons les positions conservatrices de Joe Clark et de Brian Mulroney pour évaluer en quoi l'approche actuelle de Stephen Harper s'en distingue ou non. Le texte revient en terminant sur les explications avancées pour comprendre cet appui à Israël et nous montrons que, s'il y a rupture, il existe aussi certaines continuités entre Stephen Harper et les autres conservateurs.

Les conservateurs canadiens, la question d'Israël et l'antisémitisme

Frédéric BOILY*

RÉSUMÉ : *Depuis 2006, le gouvernement conservateur a donné à de multiples reprises son appui à l'État d'Israël. Ce soutien suscite de nombreuses controverses, parce qu'il est interprété comme une rupture par rapport aux positions traditionnelles du Canada face au conflit israélo-palestinien. Dans ce texte, nous examinons les positions conservatrices de Joe Clark et de Brian Mulroney pour évaluer en quoi l'approche actuelle de Stephen Harper s'en distingue ou non. Le texte revient en terminant sur les explications avancées pour comprendre cet appui à Israël et nous montrons que, s'il y a rupture, il existe aussi certaines continuités entre Stephen Harper et les autres conservateurs.*

Mots-clés : Stephen Harper, Brian Mulroney, Joe Clark, Parti conservateur, Israël, antisémitisme

ABSTRACT : *Since 2006, the Conservative government has consistently supported the state of Israel. This support creates a lot of controversy because it is interpreted as a break with the traditional Canadian position on the Israel-Palestine conflict. In this paper, we examine the position of Conservatives Joe Clark and Brian Mulroney, in order to evaluate how the Conservatives' current position, under Harper, is different from those of the past. Finally, the paper reviews the explanations that have been suggested to understand the current Conservative support and we conclude that if there is break, there is also some continuity between Harper and other Conservatives.*

Keywords : Stephen Harper, Brian Mulroney, Joe Clark, Conservative Party, Israel, antisemitism

RESUMEN : *Desde 2006, el gobierno conservador dio apoyo en reiteradas oportunidades al estado de Israel. Ese apoyo suscita controversias ya que es interpretado como una ruptura de las posiciones tradicionales de Canadá en relación al conflicto israelo-palestino. En este texto, examinaremos las posiciones conservadoras de Joe Clark y Brian Mulroney a fin de evaluar cuán diferente o no es el enfoque actual de Stephen Harper. Finalmente, el texto vuelve sobre ese análisis para comprender ese apoyo y mostrar que si bien hubo ruptura también hubo ciertas continuidades entre Stephen Harper et los otros conservadores.*

Palabras clave : Stephen Harper, Brian Mulroney, Joe Clark, Partido Conservador, Israel, antisemitismo

* Frédéric Boily est professeur titulaire en science politique et directeur de l'Institut d'études canadiennes à l'Université de l'Alberta.

L'auteur remercie l'évaluateur anonyme pour la pertinence de ses commentaires ainsi que Manuel Dorion-Soulié pour la grande efficacité avec laquelle il a assuré la coordination du numéro.

L'importance prise par Israël dans les orientations de la politique étrangère canadienne sous le gouvernement conservateur suscite des réactions passionnées. Pourquoi les conservateurs prennent-ils avec autant de régularité et de fermeté la défense de l'État d'Israël ? Cette question a resurgi avec force lors du voyage du premier ministre au Moyen-Orient, en janvier 2014. Or, la réponse est plus complexe qu'il n'y paraît de prime abord. D'abord, l'importance d'Israël dans la politique étrangère est pensée exclusivement sur le mode d'une rupture, au mieux comme si elle avait pris son envol presque strictement avec Harper (Barry 2010 : 193). On s'arrête parfois sur Stockwell Day qui, lorsqu'il était chef de l'Alliance canadienne, aurait inauguré ce qui deviendra les positions pro-israéliennes de Harper (Merkley 2011 : 41). Ce faisant, on passe rapidement sur les politiques des conservateurs de Joe Clark et, surtout, de Brian Mulroney, le seul des deux à avoir eu le temps de laisser sa marque sur la politique étrangère. La question d'une possible continuité entre Harper et ses prédécesseurs conservateurs est ainsi rapidement évacuée, alors que, pour établir s'il y a rupture dans la position de l'actuel gouvernement, il faut minimalement situer l'approche de ces premiers ministres à l'intérieur même de la tradition conservatrice canadienne.

Pour mieux comprendre pourquoi l'actuel gouvernement conservateur s'intéresse autant à Israël, il paraît indispensable de revenir aux conservateurs du passé afin de situer les positions de Stephen Harper en regard de ceux-ci. Notre objectif dans la deuxième section sera donc d'examiner la place d'Israël dans l'éphémère gouvernement de Joe Clark et par la suite chez Brian Mulroney (1984-1988, 1998-1993)¹. Par la suite, dans la troisième section, nous tenterons de comprendre les raisons de l'indéniable affinité des conservateurs de Stephen Harper avec Israël, laquelle est perçue par plusieurs comme découlant de ses convictions évangéliques, alors que d'autres ont évoqué des objectifs précis en matière de stratégie électorale. Nous avancerons qu'il faut inscrire cette défense d'Israël sur une toile de fond idéologique plus large, celle d'un « antitotalitarisme après-11 septembre 2001 », qui prend la forme d'une lutte contre la résurgence d'un nouvel antisémitisme. Avant d'en arriver là, il est nécessaire, dans une première section, de revenir sur l'idée de rupture au sein de la famille conservatrice canadienne et de rapprochement avec le néoconservatisme américain ou de tournant si l'on adopte l'idée d'un néoconservatisme proprement canadien (Dorion-Soulié et Sanschagrin 2015), tout en explicitant la position théorique qui guidera le texte.

1. Nous excluons la première ministre Kim Campbell qui n'a pas gouverné assez longtemps pour exercer un impact significatif.

I – Néoconservatisme et approches théoriques

Dans un article consacré à l'évolution des positions du Canada dans la région du Moyen-Orient, une politologue écrivait que « la politique étrangère canadienne au Moyen-Orient est un miroir dans lequel nous nous voyons nous-mêmes » (Stein 1989 : 375). Or, aujourd'hui, plusieurs affirment que cette politique étrangère se révèle beaucoup trop déterminée par Israël et que, par conséquent, le miroir nous renvoie l'image d'un gouvernement conservateur qui a rompu non seulement avec l'approche équilibrée – ou d'arbitre – qui est traditionnellement associée au Canada, mais aussi avec celle des progressistes-conservateurs. Nous aurions assisté à une double rupture des conservateurs qui, avec Harper, s'éloigneraient ainsi de toutes les façons possibles du consensus canadien selon lequel le Canada agit comme un honnête intermédiaire. Au contraire, sous la direction idéologique de Stephen Harper, vu comme le plus « faucon » des chefs d'État occidentaux, la politique étrangère aurait mis de côté cette tradition. Ne voyant les affaires internationales que sous le prisme du manichéisme, le premier ministre continuerait avec son projet de rendre le Canada de plus en plus à droite (Martin 2011 : 247-248). Cette « droitisation » serait particulièrement explicite en ce qui a trait à l'appui inconditionnel des conservateurs en faveur d'Israël. Ce soutien a été interprété à la fois comme une rupture et comme une preuve de rapprochement avec le néoconservatisme américain, tout particulièrement, comme l'explique Manuel Dorion-Soulié dans l'introduction du présent numéro, en ce qui concerne la politique étrangère canadienne (PEC) (2015). Plusieurs auteurs ont voulu établir un lien entre la PEC du Parti conservateur de Harper et celle des néoconservateurs américains (McKay et Swift 2012).

C'est que la question de l'influence néoconservatrice s'est surtout posée en matière d'orientation de la politique étrangère lorsque l'armée américaine est intervenue militairement en Afghanistan et en Irak, donc sur la décision de G. W. Bush de se lancer dans des aventures guerrières. Il s'agit de ce que Dorion-Soulié appelle en introduction la définition « canonique » du néoconservatisme (Dorion-Soulié 2015). Cette possibilité d'une influence des néoconservateurs tournait beaucoup, à vrai dire, autour de Dick Cheney et de Donald Rumsfeld, qui auraient fait le pont entre les intellectuels néoconservateurs et l'administration républicaine en étant les promoteurs d'une conception d'un « nationalisme agressif », comme certains l'ont qualifié (Vaïsse 2008 : 256). Plus exactement, les néoconservateurs défendaient une politique étrangère articulée autour de concepts comme ceux de l'hégémonie bienveillante, l'unipolarité du système international ou encore l'exceptionnalisme américain, qui sont aussi devenus des pierres de touche (*hallmarks*) de la présidence de G. W. Bush (Fukuyama 2006 : 3). En mettant de côté l'isolationnisme, c'est surtout au Moyen-Orient que l'approche néoconservatrice se serait déployée, l'intervention en Irak devenant le théâtre de l'approche des néoconservateurs. Selon la même logique, la position américaine envers Israël découlerait aussi de la vision néoconservatrice.

Aux États-Unis, plusieurs auteurs ont souligné les liens entre ce courant de pensée et la défense d'Israël. Plus précisément, c'est dès le milieu des années 1960 qu'un tournant positif en faveur d'Israël aurait commencé à se manifester avec plus de vigueur chez quelques intellectuels néoconservateurs. Selon Isidore Silver, la montée des néoconservateurs dans les années 1950 et 1960 s'expliquerait par la crainte d'un retour de l'antisémitisme ressentie par toute une génération d'intellectuels juifs, certains bien identifiés à la mouvance néoconservatrice (Silver, cité par Steinfelds 2013 : 293). L'holocauste se révélait un événement capital et la peur d'une résurgence de l'antisémitisme menant à un second holocauste aurait été déterminante, cette appréhension agissant à la manière d'une sorte de ciment pour l'ensemble du mouvement néoconservateur. Pensons ici à Normand Podhoretz pour qui, après la guerre des Six Jours, la défense des intérêts juifs se serait imposée comme l'élément essentiel pour juger tout projet politique (Vaïsse 2008 : 80). John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt, dans un ouvrage controversé, ont aussi avancé que, pour les néoconservateurs, la défense d'Israël et celle des États-Unis en sont venues à se confondre (2008 : 128-132). Comme nous le verrons, c'est dans ce même contexte de lutte contre l'antisémitisme et de défense d'Israël que le gouvernement de Stephen Harper a pu être rapproché du néoconservatisme. L'appui du gouvernement conservateur canadien à Israël constituerait tout simplement une rupture de nature dans l'histoire du conservatisme canadien. Une rupture qui, pour revenir à la définition proposée dans un texte de ce numéro (Dorion-Soulié et Sanschagrin 2015), s'inscrirait dans l'importance prise, chez les conservateurs, par le traditionalisme ainsi que par la clarté morale (Lagassé, Massie et Roussel 2014) dont les conservateurs font preuve pour juger des événements internationaux.

On peut cependant atténuer la thèse de la rupture en faisant remarquer que, dans une perspective plus longue, l'idée que le Canada est un pays pacifiste ne reflète pas la réalité des engagements passés sur la scène internationale. Cette vision d'un Canada qui, après avoir lutté sur les champs de bataille et participé à la libération de l'Europe, est devenu une nation de Casques bleus s'interposant entre les belligérants a contribué à forger l'image d'un pays pacifiste sur la scène internationale. Or, cette vision qui s'est développée sous la houlette des gouvernements libéraux, surtout avec Lester B. Pearson, se révèle plus mythique que réelle dans la mesure où les Canadiens, Québécois y compris, se sont montrés favorables aux interventions militaires en Corée et au Kosovo (Michaud 2010 : 464-465). En ce sens, lorsque Harper et les conservateurs prennent une direction plus musclée ou guerrière, ils ne feraient pas nécessairement prendre un tournant radical, autre que rhétorique, à la politique étrangère canadienne.

De plus, l'évolution vers des positions favorables à Israël a probablement été entamée par le gouvernement libéral de Paul Martin (Bryden 2007 : 78), quoiqu'il n'y ait pas consensus sur la question. En effet, d'aucuns affirment que

c'est sous sa direction qu'un certain nombre de députés libéraux (Liberals for Canada) auraient commencé à exercer une influence au sein de leur formation politique pour infléchir la politique du gouvernement. Ainsi, le Cabinet et le caucus exerçaient des pressions pour que le Canada change sa façon de voter aux Nations Unies (Barry 2010 : 196). À cet égard, le résultat des votes montrerait qu'à partir de l'été 2004 ceux qui condamnaient Israël sont devenus moins nombreux sous le gouvernement minoritaire de Martin. À l'arrivée au pouvoir de Harper, certains ont affirmé que celui-ci ne faisait que poursuivre l'œuvre de Martin (Freeman-Maloy 2006). Toutefois, Paul Martin s'était attiré les foudres de la communauté juive en permettant au ministre Pierre Pettigrew d'assister, en novembre 2004, aux funérailles de Yasser Arafat, à Ramallah. Frank Dimant du B'nai Brith qualifia même le geste de « scandaleux » (Merkley 2011 : 42). Quoi qu'il en soit exactement de la politique de Paul Martin envers Israël, cela rappelle l'importance d'examiner la vision du chef du parti au pouvoir pour comprendre les orientations de la politique étrangère d'un gouvernement.

En effet, quelques spécialistes ont insisté sur l'importance des leaders dans la formulation et la détermination des politiques étrangères. Selon cette approche, le déterminant principal serait à rechercher à un niveau individuel, celui des décideurs et de leur personnalité, de leur système de croyances et d'idées ou encore de leur expérience formative (Tomlin *et al.* 2008 : 13). Le second ensemble de déterminants à considérer s'inscrirait cette fois du côté du système politique national, ce qui comprend aussi bien son agencement institutionnel (les différents rapports entretenus entre les ministères, par exemple) que l'opinion publique, les groupes d'intérêts, la culture politique ou les idéologies, etc. C'est dans ce creuset que s'élaborerait de manière presque alchimique la politique étrangère d'un pays. Enfin, le dernier niveau d'analyse met quant à lui l'accent sur la nature même du système international et des contraintes, parfois régionales, qui exercent leurs effets sur un pays qui occupe une place dans cet ordre international (Tomlin *et al.* 2008 : 13-14).

Si les facteurs explicatifs de la politique étrangère dans cette région sont nombreux (Bryden 2007 : 82), nous insisterons sur l'approche individuelle, mettant l'accent sur les premiers ministres dont l'importance du rôle en la matière a été relevée au moins depuis les années 1960. Si le premier ministre n'est pas seul à déterminer cette politique, il peut jouer un rôle dominant, comme cela a été le cas avec le premier ministre libéral Paul Martin qui, lors de son séjour plutôt bref comme chef de gouvernement, a émergé comme étant son propre ministre des Affaires étrangères (Chapnick 2008 : 17-18). Dans un système de gouvernement où le premier ministre dispose d'une place prépondérante dans la détermination des politiques, et ce, à tous les niveaux (Savoie 1999), il est nécessaire de revenir sur les chefs conservateurs du passé.

II – Les conservateurs et le Moyen-Orient : 1979-1993

Joe Clark constitue un bon point de départ pour analyser la politique du gouvernement canadien en général et des conservateurs en particulier à l'égard du Moyen-Orient, lui qui arrivait au gouvernement après une décennie de gouvernements libéraux au pouvoir. D'autant plus que, dans un récent ouvrage, l'ancien premier ministre brosse une liste d'actions et de déclarations qui, depuis 2006, montreraient un changement profond dans l'orientation de la politique étrangère. Si tout n'est pas négatif chez Harper, notamment sa politique en Afghanistan, il n'en demeure pas moins qu'aux yeux de Joe Clark l'actuel premier ministre aurait démontré, à de multiples occasions, une nouvelle attitude dans la région du Moyen-Orient (Clark 2013 : 81-85). Mais Joe Clark a lui aussi eu à changer ses propres politiques à l'égard d'Israël.

A — Joe Clark et le rapport Stanfield

Le passage de Joe Clark au gouvernement se mesurant seulement en mois, ce premier ministre n'a guère eu le loisir, en un temps aussi court, d'infléchir de manière fondamentale la politique étrangère du pays. On se rappellera cependant que son gouvernement s'était placé dans l'embarras avec la proposition de déménager l'ambassade canadienne de Tel-Aviv à Jérusalem. Cette proposition avait été avancée dans un contexte particulier, à la suite de la visite du premier ministre israélien (automne 1978) et lorsque, alors chef de l'opposition, Clark s'était retrouvé en campagne électorale au printemps suivant. Mais elle avait soulevé une large controverse et n'a pas vu le jour parce qu'elle était perçue comme une tentative électoraliste de s'attirer le vote de la communauté juive. On y voyait un calcul électoral de la part des conservateurs, qui croyaient remporter un certain nombre de circonscriptions comptant un nombre substantiel de votants juifs (Stein 1989). Toutefois, quelques mois plus tard, le jeune gouvernement conservateur reculait après que le Rapport final du représentant spécial du gouvernement du Canada concernant le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (que nous nommerons rapport Stanfield plus bas) eut recommandé de ne pas aller de l'avant et préconisé une politique plus souple au Moyen-Orient.

Ce rapport, qui établissait en quelque sorte le poulx de la politique des conservateurs pour la région à l'aube des années 1980, rappelait que l'influence du Canada « sur les événements est nécessairement limitée, mais cela ne signifie pas pour autant qu'elle ne peut pas être réelle » (rapport Stanfield 1980 : 2). Dans ce contexte, avec d'importants intérêts dans la région, le Canada devait favoriser une paix juste et durable. On comprend donc pourquoi le rapport ajoutait que le Canada devait, pour assurer la paix, paraître impartial à toutes les parties en cause. Ce rapport tentait de trouver un juste milieu, d'une part en prenant la défense d'Israël, tout en affirmant qu'on pouvait aussi en être critique, et,

d'autre part, en s'entendant pour garder de bonnes relations avec tous les pays de la région.

Ainsi, le document affirmait que « [d]es rapports étroits nous unissent à Israël » et que les « Canadiens continuent de nourrir une admiration indéfectible à l'égard des juifs » (rapport Stanfield 1980 : 4). De même, il avançait que les résolutions de l'ONU étaient improductives, parce qu'elles avaient tendance à accuser un seul côté, nommément Israël. Par contre, lorsqu'est venu le moment de s'interroger sur les politiques de boycottage, il a pris soin de ne pas accuser les pays arabes. On se rappellera que ces derniers avaient lancé, dans les années 1970, des politiques de boycottage visant Israël, si bien que certains préconisaient, au Canada, d'adopter des lois visant à condamner de telles politiques en affirmant qu'elles étaient racistes. Or, à cette question de savoir si ces politiques, sous couvert de dénoncer le sionisme, n'annonçaient pas le retour de l'antisémitisme, Stanfield répondait qu'il ne fallait pas confondre la critique du sionisme avec l'antisémitisme : « On peut être anti-sioniste sans être antisémite. Certains juifs sont anti-sionistes et il y a des sionistes qui ne sont pas juifs » (rapport Stanfield 1980 : 24). Le rapport concluait qu'il fallait s'abstenir de toute action juridique en la matière, qu'on ne pouvait pas démontrer avec des preuves irréfutables que l'antisémitisme se déguisait sous les visages de l'antisionisme. En fait, concluait-on, « [l]e Canada bénéficierait de l'accroissement des relations économiques, culturelles et autres avec tous ces pays » (rapport Stanfield 1980 : 32). En somme, il était proposé, en accord avec la décision de ne pas déménager l'ambassade à Jérusalem, une sorte de politique d'apaisement économique avec tous les pays de la région dont l'objectif était de participer à l'établissement de la paix, mais en restant plutôt neutre à l'égard des parties en présence dans la région.

Avec de telles recommandations visant à renforcer les liens économiques avec les pays de la région, on comprend pourquoi certains concluaient que des groupes financiers importants et autres groupes économiques du pays – Bell Canada, ATCO international ou encore Lavalin – étaient parvenus à exercer des pressions, et de manière fructueuse, pour infléchir les orientations du gouvernement canadien dans la région (Stein 1989). D'où une politique étrangère qui n'aurait plus été déterminée par la situation internationale, mais par des intérêts nationaux précis, qu'on ne peut non plus décrire comme étant ceux du Canada. Plus précisément, il y aurait eu un changement dans l'orientation même de la politique, qui serait passée d'une position internationaliste et active à une politique axée sur les intérêts économiques de groupes financiers dont l'intérêt ne correspondait pas toujours avec ceux de l'ensemble de la nation, ce que Stein appelait une « privatisation » de la politique étrangère (Stein 1989 : 395). Les groupes d'intérêts économiques auraient ainsi été tout aussi puissants que les groupes d'intérêts juifs ou arabes, même si les pressions des milieux arabes auraient été un facteur important (Takach 1989 : 161). Quoi qu'il en soit exactement, Clark

se montrait soucieux d'afficher une position équilibrée. Il poursuivra d'ailleurs dans la même veine comme secrétaire d'État aux affaires extérieures et aidera Brian Mulroney à devenir l'un des premiers ministres les plus actifs en politique étrangère, avec un gouvernement montrant de hautes ambitions en cette matière (Michaud et Nossal 2007 : 113).

B — Brian Mulroney et Israël

La défaite subie par les conservateurs lors de l'élection fédérale de 1993 pouvait laisser croire que les électeurs de la communauté juive au Canada, comme l'ensemble des électeurs canadiens, étaient particulièrement insatisfaits de ce gouvernement. Il faut se rappeler que le thème dominant de cette élection concernait des préoccupations économiques (Leduc *et al.* 2010 : 416-417) et il est probable que les électeurs des communautés juives devaient eux aussi partager les perceptions de l'ensemble de l'électorat canadien.

En fait, à l'annonce du retrait de Brian Mulroney de la vie politique comme chef du parti conservateur (PC), en février 1993, les principales organisations représentant les communautés juives au Canada ont réagi en affirmant que Mulroney avait été attentif aux besoins de ces communautés. Le président du Congrès juif canadien, l'historien Irving Abella, rappelait à ce moment un certain nombre d'initiatives prises par Mulroney et son gouvernement. Par exemple, le gouvernement conservateur avait établi, en février 1985, une commission d'enquête sur les criminels de guerre qui avait été présidée par le juge Jules Deschênes de la Cour supérieure du Québec (*Jewish Telegraphic Agency* 1993). Cette commission avait pour mandat d'établir si des criminels de guerre s'étaient établis au Canada, des rumeurs courant alors selon lesquelles des milliers d'entre eux l'avaient fait, notamment Joseph Mengele. Du côté du B'nai Brith comme du Comité Canada-Israël, on revenait sur le fait que le premier ministre sortant s'était montré attentif aux besoins de la communauté juive canadienne. L'organisme notait surtout l'engagement sans failles à l'égard d'Israël, Mulroney ayant su offrir, comme aucun autre chef d'État occidental, une approche claire pour le processus de paix (*Jewish Telegraphic Agency* 1993). En raison de toutes ces réalisations, Mulroney était perçu comme un véritable ami d'Israël.

En arrivant à la tête du gouvernement, Mulroney avait laissé voir de grandes ambitions, voulant passer à l'histoire pour avoir « consolidé le rôle distinctif des puissances moyennes dans le monde » (MacDonald 1984 : 371). Israël ne s'est cependant pas révélé un champ d'action privilégié pour lui. En matière de politique étrangère, c'est dans d'autres régions du monde que Mulroney a laissé sa marque, aussi bien en Afrique du Sud en adoptant la cause de la lutte contre l'apartheid qu'en Amérique du Nord avec la lutte contre les pluies acides ainsi qu'avec la conclusion de l'accord du libre-échange, auquel on pourrait ajouter

la francophonie qui constituait un lieu d'action privilégié du gouvernement conservateur (Michaud et Nossal 2007). En fait, Mulroney montrait plutôt un certain manque de clarté quant aux orientations choisies ou encore en ce qui avait trait au processus d'élaboration de la politique étrangère elle-même (Michaud et Nossal 2000 : 244). Il apparaissait plus pragmatique qu'idéologique, ce qui corroborait l'idée selon laquelle il se révélait aussi peu idéologue que pouvait l'être une « cafetière », pour reprendre l'image d'un de ses conseillers politiques (MacDonald 1984 : 370). Mulroney n'en demeurerait pas moins conduit par un ensemble d'orientations, la principale étant de se distinguer des gouvernements précédents de Pierre Trudeau (Simeon 1988 : 26). La même dynamique s'est aussi reproduite en matière de politique étrangère.

Rappelons que Trudeau avait émis de sérieuses réserves quant aux actions multilatérales, comme les opérations du maintien de la paix, dont il doutait de l'efficacité réelle. Croyant que le Canada était un peu trop obnubilé par sa place et son rôle sur la scène internationale, Trudeau « considérait plutôt que les intérêts fondamentaux du pays étaient de se doter des moyens nécessaires pour préserver la souveraineté de son territoire, défendre le continent nord-américain et contribuer à l'Alliance atlantique afin de contrer une éventuelle attaque soviétique » (Létourneau et Massie 2006 : 560). Certes, Trudeau reviendra sur ses idées lorsqu'il constatera la force du « mythe » voulant que le Canada soit un pays du maintien de la paix.

Or, ironiquement, c'est Mulroney qui embrassera fermement le symbole libéral et qui, pour se distinguer de Trudeau, continuera dans un premier temps à s'inscrire dans cette direction en renouant avec l'héritage de Lester B. Pearson et en renforçant « le rôle des Nations Unies, qu'il considérait, à l'instar de Pearson, comme un cadre et un vecteur idéal pour la mise en œuvre des politiques canadiennes de sécurité » (Nossal *et al.* 2007 : 303). Néanmoins, au début de la décennie des années 1990, un changement graduel d'orientations va survenir et les interventions militaires faisant appel à l'usage de la force seront plus importantes, si bien qu'un « écart » plus grand se creusera entre le symbole du maintien de la paix et sa pratique avec l'usage de la force (Létourneau et Massie 2006 : 564).

En ce qui concerne Israël, Mulroney accordait à ce pays un statut privilégié, du moins en paroles. En effet, il commença sa campagne électorale en 1984 en clamant que le Canada serait un « super allié » de ses quatre alliés traditionnels, c'est-à-dire les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et Israël. On s'étonna alors de l'ajout d'Israël à cette liste, ce pays n'ayant jamais été considéré jusque-là comme faisant partie de cette catégorie. On soupçonna donc Mulroney de cacher des motifs électoraux derrière cette déclaration (Nossal *et al.* 2007 : 300).

Nous avons vu plus haut qu'au moment de la démission de Mulroney les principales organisations des communautés juives au Canada se sont montrées élogieuses à son endroit. Il faut dire que, lorsque l'occasion se présentait, ce dernier savait montrer son appui à Israël, ce qui a été le cas lorsqu'il s'est permis de rabrouer son ministre des Affaires étrangères, Joe Clark. Ce dernier avait en effet dénoncé les violations des droits de la personne commises par Israël, et Mulroney avait désapprouvé les propos de son ministre. Dans ses mémoires, Mulroney expliquait que, s'il y avait eu peu de frictions entre lui et Joe Clark, ce dernier avait « tendance à adopter une position pro-arabe », alors que lui-même se disait du côté d'Israël (Mulroney 2007 : 1153). Par exemple, Mulroney dira qu'il évitait de se faire voir avec Yasser Arafat, allant même jusqu'à accaparer Imelda Marcos, lors d'une réception au Kremlin (29 mai 1990), pour se sauver du leader palestinien qu'il qualifiait de « terroriste » : « J'étais sensible aux droits de son peuple et je comprenais que la nécessité d'un esprit de justice et d'équité prévale dans tous mes rapports avec le Moyen-Orient, mais, à mes yeux, [Arafat] n'en était pas moins un terroriste » (Mulroney 2007 : 438).

Par ailleurs, et même après avoir quitté la vie politique active, l'ancien premier ministre a continué à montrer son appui à Israël avec des textes, dans le *National Post* notamment, où il condamnait la montée et la menace de l'antisémitisme (Mulroney 2010). Précédemment, il avait argué, dans une allocution prononcée en 2003, dans le cadre d'une conférence qui s'est tenue à Toronto, au Munk Center, de l'inquiétante résurgence de l'antisémitisme. Si celui-ci avait connu un certain déclin après 1945, à l'aube du 21^e siècle il a repris en force de concert avec la dénonciation d'Israël (Mulroney 2003). Ce texte se révèle fort révélateur quant à la nature de la position intellectuelle et politique de l'ancien premier ministre conservateur concernant Israël et la communauté juive au Canada, permettant de comprendre que la réflexion des conservateurs sur ces questions ne peut être analysée strictement au prisme de calculs électoraux.

Mulroney commence par rappeler l'ancienneté du phénomène antisémite. Ancien parce qu'il remonte aux premiers temps du christianisme et moderne parce qu'il a culminé de manière abominable dans « l'holocauste », pour reprendre le terme qu'il utilise pour désigner le génocide juif. Or, si l'antisémitisme a fait une pause après 1945, ce n'était que pour mieux renaître par la suite. Le diagnostic posé par Mulroney se voulait alors tout à fait clair : il était impensable de baisser la garde face à ceux qui détestent les juifs, car le « jamais plus » ne se révélait en somme qu'une courte parenthèse dans l'histoire de l'humanité. Au contraire, la haine des juifs se montrait extrêmement tenace, même si la naissance de l'État d'Israël avait pu sembler un moment d'espoir dans la lutte contre l'antisémitisme et même si, par ailleurs, le statut des juifs dans les sociétés s'était tout de même amélioré. Mais, par malheur, explique Mulroney, l'antisémitisme se révèle aujourd'hui bien vivant, car les extrêmes de droite et

de gauche se rejoignent pour dénoncer l'existence de l'État d'Israël. Ainsi, la résurgence du phénomène de l'antisémitisme ne pouvait faire de doute aux yeux de Mulroney, mais avec une nouveauté, celle que l'antisémitisme se déguise derrière un autre masque, celui de l'antisionisme.

Cette idée que l'antisémitisme prend aujourd'hui le visage de l'antisio-nisme n'est pas nouvelle et on la trouvait d'ailleurs aussi discutée dans le rapport Stanfield, comme nous l'avons vu plus haut. Mais en établissant ici un lien entre antisémitisme et antisionisme et en s'éloignant du rapport Stanfield, Mulroney préparait en quelque sorte le terrain pour Harper qui pourrait « radicaliser », si l'on peut dire, le propos en cette matière. Certes, Mulroney savait aussi se montrer moins dogmatique, notamment parce qu'il laissait à des voix discordantes ou modérées, à Joe Clark notamment, la possibilité de se faire entendre et de prendre des initiatives. Par ailleurs, on comprend à la lumière des actions et des propos de Mulroney pourquoi les organisations juives saluaient son passage au gouvernement et pourquoi l'on voyait à juste titre en lui un ami d'Israël. Il est ainsi possible de dire que Mulroney a ouvert en quelque sorte la porte à Stephen Harper qui pourra continuer, en montant d'un cran ou deux le ton, à appuyer et à défendre Israël.

III – Les conservateurs de Stephen Harper et l'appui à Israël

Lorsque le premier ministre Harper a effectué son voyage au Moyen-Orient en janvier 2014, c'est son passage en Israël qui a été tout particulièrement remarqué. Cette visite semblait signifier de manière définitive que les conservateurs rompaient avec l'approche traditionnelle du Canada, celle d'un pays qui, comme nous l'avons mentionné plus haut, cherche à s'interposer entre les belligérants plutôt que de prendre parti pour un camp. Avant ce voyage, un certain nombre d'événements censés montrer ce rapprochement allaient déjà en ce sens (Clark 2013). En effet, aussitôt arrivé au pouvoir, le gouvernement conservateur, par l'entremise du ministre des Affaires étrangères (Peter McKay), a coupé ses liens (mars 2006) avec l'autorité palestinienne parce qu'il y avait des membres du Hamas au sein du gouvernement. Un an plus tard (janvier 2007), le ministre rencontrait le premier ministre israélien Ehoud Olmert, mais refusait de faire de même avec le ministre des Affaires étrangères palestinien, membre du Hamas (Mahmoud Zahar). Tout aussi significatif de la nouvelle volonté exprimée par les conservateurs s'est révélé le discours livré par McKay, toujours en 2007, lors de la conférence Herzliya qui se tient à Tel-Aviv chaque année et qui est considérée comme très importante en raison des personnalités qu'elle réunit. À cette occasion, le ministre a réaffirmé l'engagement du gouvernement à garder ses distances envers les dirigeants du Hamas (Mackinnon 2007). L'appui à Israël s'est aussi manifesté lorsque le premier ministre a déclaré que les frappes sur le

Liban à l'été 2006 étaient mesurées. Par la suite, cet appui à Israël s'est exprimé de manière constante, par exemple avec le refus de reconnaître un statut d'État observateur à la Palestine, à l'ONU. Le Canada étant devenu un allié indéfectible d'Israël sur la scène internationale, son soutien serait si puissant que Harper placerait « la solidarité envers Israël au-dessus des intérêts du Canada en affirmant que son gouvernement appuierait Israël “quel qu'en soit le prix” » (Rabkin 2014 : 261). Cependant, la question de savoir pourquoi il en est ainsi reste irrésolue et sujette à de multiples interprétations. Les réponses sont nombreuses, certaines flirtant avec la théorie du complot de la part des lobbys juifs ou des évangélistes. Toutefois, il est possible de ramener les explications à deux grandes familles, l'une penchant vers l'idéologie et la religion, l'autre relevant plutôt d'un calcul électoraliste qui serait fait par le premier ministre et son équipe.

A — Lutte contre le néototalitarisme et facteur religieux

La première explication repose sur l'idée que le soutien accordé à Israël aurait de profondes racines idéologiques et religieuses. L'idéologie et la religion sont parfois présentées séparément, mais elles se recoupent aussi, l'une venant appuyer l'autre. Plusieurs établissent alors, comme on l'a fait avec G. W. Bush, un lien direct entre le fait que Harper est un protestant évangélique et l'appui dit inconditionnel de son gouvernement à Israël. Selon la journaliste Marci McDonald, la droite religieuse canadienne est plus présente dans les officines d'un parti qu'elle parviendrait même à influencer, ce qui serait le cas pour la politique canadienne à l'égard d'Israël (McDonald 2010). Comme aux États-Unis, on aurait assisté, du côté nord de la frontière, à une alliance entre la droite évangélique et les milieux juifs canadiens.

Assurément, Stockwell Day représentait ce type de conservatisme religieux, ce qui lui avait d'ailleurs permis de s'imposer à la direction de l'Alliance canadienne face à Preston Manning, Day étant perçu comme étant plus en mesure de gouverner selon des principes religieux que ne l'était Manning (Plamondon 2009 : 381). Sans nier l'importance d'un courant religieux au sein du PC, un politologue remarquait cependant que ce type de conservatisme a montré – aussi bien du côté sud que du côté nord de la frontière – une « capacité limitée » à influencer la détermination des politiques publiques, et ce, du point de vue même des conservateurs sociaux et religieux, qu'on pense aux mariages des conjoints de même sexe ou encore à l'avortement (Farney 2012 : 133). Sans trop exagérer, nous pouvons affirmer que la capacité des conservateurs sociaux et religieux à faire parler d'eux se révèle inversement proportionnelle à leur capacité à influencer l'évolution des politiques publiques. Ainsi, pour bien saisir l'approche actuelle préconisée par les conservateurs, il faut aussi regarder dans une autre direction, celle de la toile de fond idéologique des années 2000.

Après les attentats du 11 septembre 2001, on peut émettre l'hypothèse qu'il s'est développé une sorte d'éthos politique, qui est encore aujourd'hui notre héritage et qui voit dans ces attentats le début d'une ère où se joue une sorte de combat civilisationnel.

L'intellectuel canadien Noah Richler a d'ailleurs bien saisi que les attentats du 11 septembre 2001 avaient non seulement détruit les tours du World Trade Center, mais également engendré un nouvel éthos politique : « Le 11 septembre 2001, le Canada s'était trouvé à la croisée des chemins : il lui fallait ou poursuivre sa tradition de gardien de la paix, ou s'engager dans une nouvelle voie plus contraignante, celle des combats conventionnels dans le cadre de la "guerre contre le terrorisme" » (Richler 2013 : 55). En fait, il faut être plus précis : ce que les attentats ont aussi généré, c'est une ambiance de guerre froide renouvelée où la lutte contre le terrorisme reproduisait ou poursuivait l'affrontement entre la démocratie et le totalitarisme. De nombreux ouvrages, à l'instar de celui d'Alexandre del Valle (2002), ont en effet vu le jour pour sonner l'alarme et pour dénoncer l'aveuglement des démocraties occidentales quant à la menace pesant sur leur avenir.

Par exemple, les attentats de Londres, survenus en 2005, ont illustré cette tendance, certains commentateurs s'étant empressés alors d'effectuer un lien entre les terroristes qui ont frappé à Londres et les fascistes du passé. Citons à cet effet un éditorial, paru dans le *Globe and Mail* concernant ces attentats, où les terroristes sont explicitement assimilés aux totalitarismes du passé. Plus précisément, l'éditorial critiquait de manière négative les propos du maire de Londres, Ken Livingstone, qui expliquait les attentats par les « 80 ans d'intervention en sol arabe parce que les Occidentaux avaient besoin de pétrole ». Pas étonnant, dans ces conditions, soutenait-il, que de fortes réactions de la part des populations arabes se produisent. Réagissant à cette affirmation, le quotidien a rétorqué que l'explication des motivations des terroristes par les interventions occidentales et la pauvreté se révélait fausse, tout simplement parce que l'on avait affaire à des groupes totalitaires, l'islamisme étant en quelque sorte la nouvelle forme prise par le fascisme et le communisme (*Globe and Mail* 2005 : A14). On affirmait également que l'islamisme comme le totalitarisme faisaient preuve d'un usage excessif de la violence. En d'autres termes, les parallèles se révélaient si nombreux que la conclusion s'imposait : l'islamisme est une nouvelle forme de totalitarisme à combattre de la même façon qu'il a fallu résister au fascisme et au communisme, c'est-à-dire avec la plus grande fermeté. Ainsi, les attentats permettaient à la thématique de la lutte contre le totalitarisme, déjà présente au sein du néoconservatisme, de se perpétuer (Steinfels 2013 : 27).

Ainsi, tout autant que la religion et l'influence d'un « facteur Armageddon » (McDonald 2010), il est nécessaire d'invoquer le facteur totalitaire pour comprendre le raidissement de la politique des conservateurs dans la « défense

d'Israël ». Certains ont d'ailleurs affirmé que Harper avait fait une promesse à son père, un ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale féru d'histoire militaire, de lutter contre le totalitarisme (Kennedy 2014). Notons d'ailleurs que, lors de son voyage en Israël, le premier ministre a explicitement mentionné que les forces antisémites qui menacent aujourd'hui avaient montré de quoi elles étaient capables le 11 septembre 2001 : « Ceux qui, souvent, commencent par détester les Juifs. Mais qui, comme nous l'enseigne l'Histoire, finissent par détester tous ceux qui ne sont pas comme eux. Ces forces qui menacent l'État d'Israël chaque jour de son existence et qui, aujourd'hui, comme le 11 septembre l'a montré, nous menacent tous » (Harper 2014). Si les deux arguments présentés ici ne sont pas mutuellement exclusifs (idéologie et religion) lorsque vient le temps de comprendre l'actuelle approche des conservateurs, il paraît tout aussi juste au regard des textes écrits par Harper lui-même ou encore par son ministre des Affaires étrangères de situer cette radicalisation en faveur d'Israël comme étant un produit d'une époque après-11 septembre 2001 où nous avons assisté à une peur croissante du terrorisme islamiste perçu comme un néototalitarisme.

En effet, même s'il évoque les liens économiques unissant les deux pays, le premier ministre justifie son appui à Israël en le fondant sur un terrain moral plutôt que par un discours basé sur les intérêts. C'est d'ailleurs ce qu'il a fait lors du même passage en Israël, un voyage qu'il disait vouloir effectuer depuis 2008 (Merkley 2011 : 47). Citons à cet effet des extraits du discours de Harper à la Knesset lorsqu'il est revenu sur la « relation spéciale » qui unit le Canada à Israël. À cette occasion, il a mentionné que les juifs sont établis depuis 250 ans au Canada et qu'il fallait soutenir Israël en raison des persécutions passées :

La compréhension du fait qu'il est juste d'appuyer Israël parce qu'après avoir connu la persécution durant plusieurs générations, le peuple juif mérite d'avoir son propre pays et mérite de vivre en sécurité et en paix dans ce pays. Permettez-moi de le répéter : le Canada appuie Israël parce c'est fondamentalement ce qu'il faut faire. Soit dit en passant, c'est un trait de caractère bien canadien, faire ce qu'il faut sans aucune autre raison, même sans s'attendre à en retirer quoi que ce soit d'immédiat ni sous aucune menace (Harper 2014).

C'est ainsi que l'impératif moral est en quelque sorte premier dans les raisons conduisant à appuyer cet État. Et, si Israël n'est pas au-dessus de tout soupçon, il serait trop facile de le critiquer, dit-il, pour se laisser aller à un relativisme moral menant à l'antisémitisme :

Malheureusement [...], nous vivons aujourd'hui dans un monde où couve ce genre de relativisme moral. Et ce relativisme moral est un terrain fertile pour planter une notion encore beaucoup plus sinistre. Comme nous en avons été témoins au cours des dernières années, la vieille maladie de

l'antisémitisme est en train de muter. [...] Des gens qui n'oseraient jamais dire détester les Juifs ni leur reprocher leurs défauts ou les problèmes du monde déclarent qu'ils haïssent Israël et ne blâment que l'État juif pour les problèmes du Moyen-Orient (Harper 2014).

Comme Mulroney l'avait fait avant lui, Harper pense également qu'Israël se retrouve en lutte contre une nouvelle forme d'antisémitisme qui ne fait plus que cibler le « Juif », mais plutôt dénonce Israël qui devient ainsi le réservoir et la cible des haines contemporaines. Ce discours de Stephen Harper n'avait rien de nouveau. En effet, il avait été précédé par des discours de la même teneur par d'autres membres du gouvernement, notamment John Baird, ministre des Affaires étrangères depuis 2011, qui a occupé une place similaire à celle de Joe Clark auprès de Mulroney. Or, au contraire de Clark qui était plutôt pro-arabe, comme nous l'avons dit plus haut, Baird s'est rangé résolument derrière Israël. Dans ses discours devant des associations représentant la communauté juive aussi bien au Canada qu'aux États-Unis, Baird utilisait lui aussi un discours axé sur les valeurs :

En fait, pour nous, c'est une question de valeurs. Car le Canada et Israël – comme les États-Unis – partagent les mêmes valeurs. Nous respectons la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit. Et la dignité des personnes que nous servons. Nous avons toujours défendu les plus vulnérables, défié l'agresseur et affronté les forces du mal. Dans la conduite de notre politique étrangère, nous ne choisissons tout simplement pas la voie de la facilité. Au cours de son histoire, le Canada n'a jamais eu peur de défendre ce qui était juste et bon. En fait, le Canada combat énergiquement la haine et l'intolérance sous toutes ses formes. Et nos principes nous ont coûté cher (Baird 2012).

On retrouve dans cette allocution du ministre, comme dans celle du premier ministre, un moralisme assumé qui met l'accent sur un système moral où le bien affronte le mal et où une politique, en l'occurrence celle du soutien à Israël, se justifie par la nécessité de lutter contre le nouvel antisémitisme qui frappe aujourd'hui les juifs. À partir de là, plusieurs seront tentés de conclure qu'il faut retrouver les racines de cet idéalisme dans le terreau de l'évangélisme le plus radical pour qui Israël est le lieu d'un affrontement entre les forces du bien et du mal. On donnera en preuve le discours d'Harper à la Knesset qui contenait des allusions religieuses. Harper affirmait en effet qu'il appuyait Israël « face au feu ou à l'eau », ce qui semblait une probable allusion à un passage (psaume 66) de la Bible (De Souza 2014 : A12). Chose certaine, aux yeux des conservateurs Israël est un îlot démocratique menacé par des forces néototalitaires qui ont montré ce dont elles étaient capables en septembre 2001. Pourtant, on doit aussi se demander si des motifs électoraux ne se cachaient pas derrière cet appui, même si en 2006 il ne semblait pas que ce fût le cas, 45 % des Canadiens étant en désaccord

avec la position du gouvernement, alors que 32 % l'appuyaient, mais avec 77 % de la population préférant que le Canada reste neutre (*Ici Radio-Canada* 2006).

B — Des bénéfices électoraux ?

Dans son discours devant l'American Jewish Congress à Washington que nous avons cité plus haut, le ministre John Baird a clamé qu'Israël « à l'heure actuelle n'a pas de meilleur ami dans le monde que le Canada » (Baird 2012). Il a poursuivi en affirmant que cette amitié n'était pas intéressée et qu'elle ne découlait pas d'un calcul électoral de la part des conservateurs : « Permettez-moi de vous le dire : notre ferme soutien à Israël n'a rien à voir avec notre vie politique intérieure, et il ne nous rend certainement pas très populaires aux Nations Unies. Ce soutien a même valu au Canada d'essayer bien des attaques » (Baird 2012).

Le ministre répliquait ainsi à tous ceux qui voient dans cet appui une façon de rejoindre les électeurs de la communauté juive canadienne ainsi qu'à ceux pour qui le voyage de janvier 2014 s'avérait un « arrêt de campagne » pour un premier ministre dont l'influence sur la scène internationale est négligeable (Simpson 2014). Plusieurs croient que l'appui à Israël répondrait à des objectifs électoraux propres au champ politique canadien, thèse qui, comme nous l'avons vu, a également été évoquée dans le passé à propos de Joe Clark et Brian Mulroney. Les conservateurs ayant besoin de l'appui de tous les membres de la grande famille conservatrice, ce serait pourquoi le PC sous Harper doit consentir des efforts particuliers pour réunir ses partisans afin de demeurer au pouvoir. Ainsi compris, l'appui à Israël devient un élément parmi d'autres permettant aux conservateurs de se maintenir au pouvoir en 2008 et de devenir majoritaires en 2011, sans avoir l'appui d'une province comme le Québec. L'idéologie serait ici une sorte d'habit de camouflage au service d'un calcul électoral on ne peut plus classique.

Il est vrai que, sur un plan strictement électoral, il semble exister un certain avantage à courtiser le vote des minorités ethniques, comme ceux de la communauté juive traditionnellement proche des libéraux, dont les membres représentent entre 350 000 et 400 000 individus au Canada. Peu nombreuse, son vote représentant à peine un peu plus de 1 %, la communauté juive se trouve cependant concentrée dans quelques circonscriptions, une douzaine en fait, essentiellement dans des villes comme Montréal, Toronto et Winnipeg, ce qui lui donne une importance plus grande. La stratégie conservatrice aurait porté ses fruits, puisque 52 % des juifs canadiens ont voté pour les conservateurs à l'élection fédérale de 2011, tout en s'éloignant des libéraux (Offman 2013 : A6). Dans quelques circonscriptions, le vote de cette communauté aurait été déterminant pour assurer l'élection de quelques députés conservateurs, par exemple Joe Oliver (Merkley 2011 : 56). Par ailleurs, il faut aussi être prudent en imputant strictement à des

motifs électoraux à court terme la politique en faveur d'Israël, cet appui pouvant aussi être peu rentable dans d'autres circonscriptions ou régions du pays.

Si l'on parle beaucoup du calcul électoral qui motiverait les conservateurs, il faut aussi voir cette rentabilité politique dans une autre perspective, moins étroite celle-là, qui consiste à évaluer l'importance de l'appui à Israël en fonction des changements identitaires que les conservateurs préconisent. C'est que la politique étrangère représentait finalement la meilleure occasion pour le gouvernement conservateur fraîchement élu en janvier 2006 d'établir au Canada une nouvelle identité qui allait dans un sens différent de ce que prônaient les libéraux. Voilà qui pourrait expliquer pourquoi le gouvernement Harper a réagi si promptement pour couper l'aide à l'autorité palestinienne (Wells 2006 : 294-295). En ce sens, l'orientation favorable de la politique étrangère canadienne pour Israël constituerait un moyen pour les conservateurs de proposer leur propre vision politique, distincte de celle des libéraux.

D'ailleurs, rappelons que, si en janvier 2014 les conservateurs se sont attiré beaucoup de critiques, plusieurs ont aussi exprimé des éloges pour l'appui à une nation qui est accablée par la persécution. Quelques quotidiens anglophones ont salué les prises de position du premier ministre, certains louant la clarté morale dont celui-ci a fait preuve (Black 2014), parlant avec « autorité et clarté », tout en dénonçant ceux qui critiquent Israël (*National Post* 2014). D'autres ont trouvé que Harper n'avait pas été aussi inconditionnel qu'on l'a prétendu, notamment parce qu'il avait rappelé que le Canada appuyait la solution des deux États (*Globe and Mail* 2014). Un autre, le *Calgary Herald*, approuvait avec enthousiasme la position du premier ministre, même si l'on aurait voulu qu'il critique la politique de construction en Cisjordanie. On a loué la position de Harper, parce qu'elle reposait sur le fait qu'Israël était une démocratie et non parce que Harper est un évangélique (*Calgary Herald* 2014). Si certains se sont montrés fort critiques (*Toronto Star* 2014), ces réactions montrent que ce voyage en Israël constituait un moment important pour refaire l'unité du camp conservateur. Ainsi envisagé, on peut voir un bénéfice politique plus large qui ne relève pas strictement d'un calcul électoral à courte vue, mais plutôt d'une dimension essentielle pour tout parti politique, celle de se donner une identité idéologique propre, différente de celle des adversaires politiques.

IV – Les conservateurs et Israël : rupture et continuité

L'appui donné à Israël par les conservateurs de Harper suscite un étonnement certain par sa constance et sa fermeté, et ce, depuis leur arrivée au gouvernement en 2006. L'idée qu'Israël est un phare démocratique au Moyen-Orient, qu'il faut dénoncer les adversaires et lutter contre la résurgence d'un nouvel antisémitisme est réaffirmée aussi bien par le premier ministre que par d'autres membres du

gouvernement. Le premier ministre Harper a développé une conception reposant sur des principes et des valeurs morales fortes qu'il avance aussi bien en général que de manière particulière envers Israël, ce qui constitue, plus que dans le passé, une pierre de touche du programme politique et idéologique des conservateurs. Un moralisme dont on retrouve l'origine au sein de l'école de Calgary, comme le rappelle Dorion-Soulié en introduction (2015). Cela est-il la preuve d'une rupture et d'un tournant néoconservateur ?

Il est difficile de répondre catégoriquement à une telle question, car, comme le concèdent trois politologues, le caractère néoconservateur « transparaît davantage dans la rhétorique que dans le geste » (Lagassé, Massie et Roussel 2014 : 68). Dans le cas précis d'Israël, on peut cependant se montrer plus affirmatif dans la mesure où le discours formulant cette volonté de lutter contre la résurgence de l'antisémitisme a rarement été exprimée avec autant de vigueur par un gouvernement, surtout que les conservateurs sous Harper se réclament de faire preuve de clarté morale, un élément clé du néoconservatisme. Ils se retrouvent dans une position de rupture avec les gouvernements précédents, par exemple avec Jean Chrétien à qui l'on reprochait les votes pris par son gouvernement aux Nations Unies (Waller 2003 : 303). En faisant preuve d'assurance morale et d'inconditionnalité quant à l'appui à Israël, Harper introduit un changement important dans le discours, dont les effets se font sentir « au Conseil des droits de l'homme, [où] une rupture s'établit quant au vote » canadien sur les questions entre Israël et la Palestine (Binette et De Courval 2014 : 78). Ici, le discours est suivi d'effets, mais il faudra voir si, dans l'avenir, d'autres actions en matière de politique étrangère viendront confirmer cette rupture discursive. C'est en effet à cette condition qu'on pourra alors parler de rupture effective et d'une politique essentiellement néoconservatrice. Cela reste à voir, car les conservateurs peuvent espérer garder leur majorité dans la mesure où ils apparaissent modérés. Par conséquent, ils doivent éviter l'accusation de néoconservatisme. Le discours de la clarté morale, fort utile pour se démarquer des libéraux, peut rapidement se transformer en fardeau électoral. Dans ce contexte, il est encore trop tôt, comme l'affirment des politologues, pour affirmer que le néoconservatisme va remplacer l'internationalisme (Lagassé, Massie et Roussel 2014 : 74).

Par ailleurs, et il s'agit là d'un élément important, les racines du tournant néoconservateur en ce qui concerne Israël étaient présentes avant 2006. Certes, la tentative du rapport Stanfield de trouver une voie susceptible de plaire à plusieurs acteurs au Moyen-Orient n'est pas celle des conservateurs de Stephen Harper qui, eux, se montrent plutôt disposés à établir une équivalence entre antisionisme et antisémitisme. Mais la conviction idéologique affichée par Harper s'inscrit dans la continuité du discours et des pratiques conservatrices de Brian Mulroney. Comme nous l'avons vu, Mulroney n'hésitait pas à dénoncer vigoureusement l'antisémitisme et, en ce sens, il existe une nette communauté entre lui et Harper

quant à la nécessité de lutter contre un nouvel antisémitisme n'osant dire son vrai nom, déguisé qu'il est sous les traits de l'antisionisme. Après avoir quitté la vie politique, Mulroney a continué de dénoncer cette liaison dangereuse et, lorsque Harper s'insurge contre le « nouvel » antisémitisme, il s'inscrit non pas en rupture avec Mulroney, mais dans le sillage de sa pensée. Ainsi, il existe une continuité conservatrice en ce qui concerne la même appréciation qui est faite de la menace que ferait peser le nouvel antisémitisme sur Israël. Mulroney et Harper croient également que le nazisme a été le pire crime de l'humanité et que, par conséquent, la défense d'Israël prend une connotation morale forte. Peut-être faut-il alors envisager que, sur le plan du discours, le tournant néoconservateur ait été entrepris plus tôt qu'on ne l'a cru, d'abord avec Brian Mulroney qui a semé les graines intellectuelles des positions prises par Harper ; ensuite, dans une certaine mesure, avec Paul Martin qui, bien qu'il n'y ait pas consensus entre les chercheurs sur les positions qu'il a prises (ce qui s'explique aussi par son passage très bref à la tête du gouvernement), a commencé le rapprochement avec Israël. Ce rapprochement a été réellement concrétisé par le premier ministre Harper et son gouvernement, qui donnent à leur action une indéniable teneur néoconservatrice en dotant l'appui à Israël d'une dimension morale moins présente chez les libéraux.

Cela dit, on ne peut exclure qu'il existe un certain bénéfice électoral découlant de cette position à l'égard d'Israël. Mais rappelons que c'est depuis Joe Clark, en 1979, qu'on soupçonne les conservateurs de courtiser l'électorat juif, comme ce fut aussi le cas avec Brian Mulroney. Or, ce soupçon pèse encore plus sur les conservateurs de Stephen Harper qui seraient, eux, dans une véritable « politique de séduction » avec l'électorat juif, comme avec d'autres minorités du reste. À la réflexion, cela ne devrait pas tellement surprendre de voir un parti politique tenter de ramener à lui une portion de l'électorat. Mais on aurait tort de réduire cet appui à Israël à des raisons strictement électorales, car des motivations profondes se retrouvent derrière ce soutien. À cet égard, nous avons suggéré que l'appui à Israël pourrait découler d'un effet de contexte, c'est-à-dire que depuis le 11 septembre 2001 de nombreux observateurs croient, comme nous l'avons vu, que le monde occidental serait en lutte contre un néototalitarisme qui, sous la forme de l'« islamo-fascisme », menace les démocraties, au premier chef Israël qui se retrouve sur la ligne de front. On ne peut donc réduire le soutien accordé à Israël à de simples visées politiques.

Car la racine de cet appui s'alimente essentiellement à une idée-force voulant que le nazisme ait été le crime le plus abominable et que la menace pèse toujours. Ainsi, le soutien à Israël se transforme en une « obligation morale », cet État étant devenu, pour reprendre les mots de Jason Kenney, ministre important chez les conservateurs qui accompagnait le premier ministre dans son voyage en janvier 2014, un « refuge pour le peuple juif issu des cendres de l'holocauste »

(Kennedy *et al.* 2014). Ce rappel moral à la mémoire douloureuse du génocide juif, qui va au-delà des calculs électoraux, est crucial dans la façon dont les conservateurs abordent la réalité politique au Moyen-Orient aujourd'hui.

Frédéric BOILY

Campus Saint-Jean
Université de l'Alberta
8406, 91^e rue
Edmonton (Alberta) T6C 4G9
fboily@ualberta.ca

Bibliographie

- BAIRD John, 2012, « Discours du ministre Baird devant le Comité juif américain », 3 mai, Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada. Consulté sur Internet (www.international.gc.ca/media/aff/speeches-discours/2012/05/03a.aspx?lang=fra) le 20 juin 2014.
- BARRY Donald, 2010, « Canada and the Middle East Today : Electoral Politics and Foreign Policy », *Arab Studies Quarterly*, vol. 32, n° 4 : 191-217.
- BINETTE Pierre et Philippe DE COURVAL, 2014, « Solidarité ou solitude ? L'évolution de la politique étrangère au Conseil des droits de l'homme », *Canadian Foreign Policy*, vol. 20, n° 1 : 73-85.
- BLACK Conrad, 2014, « Harper in Israel : A great moment for Canada », *National Post*, 25 janvier.
- BRYDEN Rex, 2007, « Canada's Role in the Israeli-Palestine Peace Process », dans P. HEINBECKER et B. MOMANI (dir.), *Canada and the Middle East. Canada and the Middle East. In Theory and Practice*, Waterloo, ON, Wilfrid Laurier University Press : 73-89.
- CALGARY HERALD, 2014, « Canada and Israel – Standing together », 21 janvier.
- CHAPNICK Adam, 2008, « A Question of Degree : The Prime Minister, Political Leadership, and Canadian Foreign Policy », dans D. CARMENT et D. BERCUSON (dir.), *The World in Canada. Diaspora, Demography, and Domestic Politics*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press : 16-30.
- CLARK Joe, 2013, *How We Lead Canada in a Century of Change*, Toronto, Random House Canada.
- DE SOUZA Raymond J., 2014, « On Harper's trip to Israel : 'The Flame Shall Not Consume You' », *National Post*, 23 janvier.
- DEL VALLE Alexandre, 2002, *Le Totalitarisme islamiste à l'assaut des démocraties*, Paris, Syrtès.
- DORION-SOULIÉ, Manuel, 2014, « Les idées mènent le Canada : l'idéologie néoconservatrice en politique étrangère canadienne », *Études internationales*, vol. 45, n° 4 : 507-529.
- DORION-SOULIÉ, Manuel et David SANSCHAGRIN, 2014, « Le néoconservatisme canadien. Essai de conceptualisation », *Études internationales*, vol. 45, n° 4 : 531-553.
- FARNEY James, 2012, *Social Conservatives and Party Politics in Canada and the United States*, Toronto, University of Toronto Press.
- FREEMAN-MALOY Daniel, 2006, « Organizing the Canada-Israel Alliance », *Canadian Dimension*, novembre-décembre. Consulté sur Internet (<https://canadiandimension.com/articles/view/organizing-the-canada-israel-alliance-daniel-freeman-maloy>) le 19 janvier 2015.
- FUKUYAMA Francis, 2006, *America at the Crossroads. Democracy, Power, and the Neoconservative Legacy*, New Haven, CT, Yale University Press.
- GLOBE AND MAIL (THE), 2005, « The Misguided Reflex that It's the West's Fault », 22 juillet.
- GLOBE AND MAIL (THE), 2014, « Speaking on a Matter of Principle », 21 janvier.
- HARPER Stephen, 2014, « Déclaration du premier ministre du Canada à Jérusalem », 20 janvier. Consulté sur Internet (www.pm.gc.ca/fra/node/34798) le 29 août 2014.
- ICI RADIO-CANADA, 2006, « Harper minoritaire en politique étrangère », 1^{er} août. Consulté sur Internet (www.radio-canada.ca/nouvelles/National/2006/08/01/001-sondage-liban-harper.shtml) le 5 juin 2014.

- JEWISH TELEGRAPHIC AGENCY, 1993, « Mulroney, Announcing Resignation, Is Hailed by Canadians Jews as Friends », 25 février. Consulté sur Internet (www.jta.org/1993/02/26/archive/mulroney-announcing-resignation-is-hailed-by-canadian-jews-as-friend) le 11 juin 2014.
- KENNEDY Mark, 2014, « Harper's Israeli Sympathies », *National Post*, 16 janvier.
- KENNEDY Mark *et al.*, 2014, « Kenney's Defence of Israel », *National Post*, 17 janvier.
- LAGASSÉ Philippe, Justin MASSIE et Stéphane ROUSSEL, 2014, « Le néoconservatisme en politique étrangère et de défense canadiennes », Julián CASTRO-REA et Frédéric BOILY (dir.), *Le fédéralisme selon Harper. La place du Québec dans le Canada conservateur*, Québec, Presses de l'Université Laval : 49-81.
- LEDUC *et al.* Lawrence, 2010, *Dynasties and Interludes. Past and Present in Canadian Electoral Politics*, Toronto, Dundurn Press.
- LÉTOURNEAU CHARLES et Justin MASSIE, 2006, « Un symbole à bout de souffle ? Les opérations du maintien de la paix dans la culture stratégique canadienne », *Études internationales*, vol. 37, n° 4 : 547-573.
- MACDONALD L. Ian, 1984, *Mulroney. De Baie-Comeau à Sussex Drive*, Montréal, Éditions de l'Homme.
- MACKINNON Mark, 2007, « MacKay Holds Firm on Hamas Policy », *The Globe and Mail*, 23 janvier. Consulté sur Internet (www.theglobeandmail.com/news/world/mackay-holds-firm-on-hamas-policy/article17989624/) le 5 juin 2014.
- MARTIN Lawrence, 2011, *Harperland. The Politics of Control*, Toronto, Penguin Canada.
- MCDONALD Marci, 2010, *The Armageddon Factor. The Rise of Christian Nationalism in Canada*, Toronto, Random House Canada.
- MCKAY Ian et Jamie SWIFT, 2012, *Warrior Nation. Rebranding Canada in an Age of Anxiety*, Toronto, Between the Lines.
- MEARSHEIMER John J. et Stephen WALT, 2008, *The Israël Lobby and U.S. Foreign Policy*, Toronto, Penguin Canada.
- MERKLEY Paul C., 2011, « At Issue. Reversing the Poles : How the Pro-Israeli Policy of Canada's Conservative Government be Moving Jewish Voters from Left to Right », *Jewish Political Studies Review*, vol. 23, n° 1-2.
- MICHAUD Nelson et Kim Richard NOSSAL, 2000, « Les nouveaux espaces de la politique étrangère canadienne (1984-1993) », *Études internationales*, vol. 31, n° 2 : 241-252.
- MICHAUD Nelson, 2010, « La politique étrangère canadienne. Mythes persistants et réalité confuse ? », dans R. Bernier, *L'espace canadien. Mythes et réalités. Une perspective québécoise*, Québec, Presses de l'Université du Québec : 447-473.
- MICHAUD Nelson et Kim Richard NOSSAL, 2007, « Out of the Blue. The Mulroney Legacy in Foreign Policy », dans R. B. BLAKE (dir.), *Transforming the Nation. Canada and Brian Mulroney*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press : 113-131.
- MULRONEY Brian, 2003, « Anti-semitism. An Enduring Reality », *Antisemitism. The Politicization of Prejudice in the Contemporary World*, 9 février. Consulté sur Internet (www.utoronto.ca/mcis/antisemitism/index.htm) le 11 juin 2014.
- MULRONEY Brian, 2007, *Mémoires*, Montréal, Éditions de l'Homme.
- MULRONEY Brian, 2010, « Canada and the Jews », *National Post*, 7 juin. Consulté sur Internet (fullcomment.nationalpost.com/2010/06/07/brian-mulroney-canada-and-the-jews) le 11 juin 2014.
- NATIONAL POST, 2014, « Anti-Israel Bias on Parade », 28 janvier : A10.
- NOSSAL Kim Richard, Stéphane ROUSSEL et Stéphane PAQUIN, 2007, *Politique internationale et défense au Canada et au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.
- OFFMAN GRAIG, 2013, « Jewish Community Finds a Friend in Harper », *The Globe and Mail*, 30 novembre : A6.
- PLAMONDON Bob, 2009, *Blue Thunder. The Truth About Conservatives From Macdonald to Harper*, Toronto, Key Porter Books.
- RABKIN Yakov, 2014, *Comprendre l'État d'Israël. Idéologie, religion et société*, Montréal, Écosociété.

- RAPPORT FINAL DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU GOUVERNEMENT DU CANADA CONCERNANT LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD, 1980, Gouvernement du Canada, février.
- RICHLER Noah, 2013, *De la fleur au fusil. Le Canada s'en va-t-en guerre*, Montréal, Leméac.
- SAVOIE Donald J., 1999, *Governing from the Centre. The Concentration of Power in Canadian Politics*, Toronto, University of Toronto Press.
- SIMEON Richard, 1988, « National Reconciliation. The Mulroney Government and Federalism », dans A. B. GOLLNER et D. SALÉE (dir.), *Canada Under Mulroney. An End-of-term Report*, Montréal, Vehicule Press : 25-47.
- SIMPSON Jeffrey, 2014, « Israel is Just a Campaign Stop for this Prime Minister », *The Globe and Mail*, 25 janvier.
- STEIN Janice, 1989, « Canadian Policy in the Middle East », dans P. PAINCHAUD (dir.), *De Mackenzie King à Pierre Trudeau. Quarante ans de diplomatie canadienne*, Québec, Les Presses de l'Université Laval : 375-400.
- STEINFELS Peter, 2013, *The Neoconservatives. The Origins of a Movement*, New York, Simon and Schuster.
- TAKACH Georges, 1989, « Clark and the Jerusalem Embassy Affair. Initiative and Constraint in Canadian Foreign Policy », dans D. TARAS et D. H. GOLDBERG (dir.), *The Domestic Battleground. Canada and the Arab-Israeli Conflict*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press : 144-166.
- TOMLIN Brian W., Norman HILLMER et Fen Olser HAMPSON, 2008, *Canada's International Policies. Agendas, Alternatives, and Politics*, Don Mills, ON, Oxford University Press.
- TORONTO STAR, 2014, *Stephen Harper's Mideast Trip. A Wasted Chance to Push for Peace*, 20 janvier. Consulté sur Internet (www.thestar.com/opinion/editorials/2014/01/20/stephen_harpers_mideast_trip_a_wasted_chance_to_push_for_peace_editorial.html) le 25 juin 2014.
- VAÏSSE Justin, 2008, *Histoire du néoconservatisme aux États-Unis*, Paris, Odile Jacob.
- WALLER Harold M., 2003, « Canada », dans D. SINGER et L. GROSSMAN (dir.), *American Jewish Year Book 2003*, New York, The American Jewish Committee.
- WELLS Paul, 2006, *Right Side Up. The Fall of Paul Martin and the Rise of Stephen Harper's New Conservatism*, Toronto, McClelland and Stewart.